

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG Cedex

STRASBOURG, le 22/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

REICHSTETT MATERIAUX

rue Jean Lenoir
67620 Soufflenheim

Références : 12653/GC/AG
Code AIOT : 0003012653

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/11/2023, dans l'établissement REICHSTETT MATERIAUX implanté 10 allée de l'écoparc 67550 Vendenheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REICHSTETT MATERIAUX
- 10 allée de l'écoparc 67550 Vendenheim
- Code AIOT : 0003012653
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société REICHSTETT MATERIAUX exploite un centre de regroupement, tri, transit et traitement de déchets dangereux et non dangereux, situé au sein de l'écoparc rhénan à VENDENHEIM.

Ces installations ont été autorisées par arrêté préfectoral du 18 juin 2018.

Elles relèvent également de la directive IED au titre des rubriques 3510 (rubrique principale), 3532 et 3550. De ce fait, les dispositions de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 s'appliquent à l'exception de l'annexe 3.3 relative aux MTD applicables aux installations de traitement biologique. En effet, cette annexe ne s'applique pas au traitement biologique des terres polluées, activité principale de REICHSTETT MATERIAUX.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- IED – meilleures techniques disponibles
- rejets air
- rejets eaux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible, en fin d'inspection, de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai court, les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à la préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s) | Autre information |
|----|---|---|--|-------------------|
| 1 | Lavage à l'eau des terres excavées polluées | Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VII de l'annexe 3.4 | / | Sans objet |
| 2 | Traitement biologique – condition de rejet atmosphérique | Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 3.1.1 | / | Sans objet |
| 3 | Traitement des terres polluées – rejets atmosphériques | Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, articles 3.2.1 et 9.2.1 | / | Sans objet |
| 4 | Traitement des terres polluées – retombées atmosphériques | Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, articles 9.3.1.1 et 9.3.1.2 | / | Sans objet |
| 5 | Points de rejets des effluents aqueux | Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 4.2.2 | / | Sans objet |
| 6 | Rejets eaux de ruissellements | Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 4.3.1 | / | Sans objet |
| 7 | Hall de stockage | Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 8.3.1 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite n'a pas révélé de non-conformité.

Il est attendu que l'exploitant transmette les résultats de la campagne de surveillance de qualité de l'air réalisée en octobre 2023 dès parution des résultats.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Lavage à l'eau des terres excavées polluées

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VII de l'annexe 3.4 |
| Thèmes : Risques chroniques, IED - MTD |
| Prescription contrôlée : VII. Techniques spécifiques aux installations de lavage à l'eau des terres excavées polluées L'exploitant confine, collecte et traite les émissions de ses installations conformément au d du VI de l'annexe 3.1. L'exploitant réduit ses émissions atmosphériques de poussières et de composés organiques résultant du stockage, de la manipulation et du lavage des terres excavées polluées en utilisant au moins une des techniques suivantes : filtre en tissu, épuration par voie humide, adsorption. |

| |
|---|
| Constats : Bien que la technique soit mentionnée dans la demande d'autorisation, l'exploitant indique qu'il n'a pas encore traité de terres polluées par lavage à l'eau, cette méthode n'étant pas adaptée aux terres réceptionnées jusqu'à présent. Actuellement, il ne dispose pas des équipements nécessaires à un tel traitement. Cependant, l'exploitant n'exclut pas le développement futur de cette activité. |
| Type de suites proposées : Sans suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : Traitement biologique – condition de rejet atmosphérique

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 3.1.1 |
| Thèmes : Risques chroniques, IED - MTD |
| Prescription contrôlée : (...) L'amélioration de la captation et de la canalisation des émissions est systématiquement recherchée, en vue de leur traitement et de leur dispersion atmosphérique optimaux. Si les concentrations initiales des terres admises dépassent les valeurs indicatives ci-après, les terres polluées passent en bio-tertre ventilé avec traitement des rejets canalisés : (...) - teneur en hydrocarbures totaux supérieure à 20 000 mg/kg (...) |
| Constats : L'exploitant a décrit le fonctionnement du traitement biologique des terres polluées essentiellement par des hydrocarbures. Lorsque la teneur en hydrocarbures (HCT) est comprise entre 500 mg/kg et 2 000 mg/kg, le traitement du bio-tertre est effectué sans ventilation. Toutefois, l'exploitant indique que lorsqu'il constate une inefficacité du traitement, il procède à une ventilation du bio-tertre afin de forcer la réaction bactérienne. Lorsque la teneur en HCT dépasse les 2 000 mg/kg, une ventilation est systématiquement mise en place. Dans le cas d'une ventilation du bio-tertre, les effluents gazeux sont canalisés puis asséchés avant d'être traités par un bio-filtre (amas de broyats de végétaux). L'efficacité de ce dernier est vérifiée par l'exploitant à travers les mesures réalisées au minimum deux fois par mois. Le bio-filtre a été remplacé le 03 octobre 2023, le suivi interne de son état a été présenté. L'exploitant ajoute qu'au delà de 8 000 mg/kg, le traitement biologique est souvent inefficace car les terres, trop chargées en hydrocarbures, ne permettent pas le bon développement des bactéries. A ce jour, de telles terres n'ont pas été acceptées au traitement sur site. |
| Type de suites proposées : Sans suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 3 : Traitement des terres polluées – rejets atmosphériques

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, articles 3.2.1 et 9.2.1 |
| Thèmes : Risques chroniques, Air |
| Prescription contrôlée : Le tableau ci-dessous définit les valeurs-limites en concentration et en flux à ne pas dépasser, les volumes de gaz étant rapportés : • à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals), après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ; Conduit n°1 – bio-tertre équipé d'un système de traitement des émissions gazeuses : |

| Paramètres | Concentration en mg/Nm ³ | Flux maximal en g/h |
|----------------------------------|--|---------------------|
| COVNM (exprimé en carbone total) | 50 | 2000 |
| Benzène | 2 mg/Nm ³ si le flux dépasse 10 g/h | 15 |
| Poussières | 20 | 1000 |

Article 9.2.1 - Surveillance des émissions atmosphériques

La surveillance des rejets est réalisée suivant les paramètres, fréquences fixées ci-après.

Bio-tertre équipé d'un système de traitement des émissions atmosphériques :

| polluant | Détermination | Fréquence de l'autosurveillance |
|------------|-----------------------|---------------------------------|
| COVNM | Concentration Flux | semestrielle |
| Benzène | Concentration Flux | semestrielle |
| Poussières | Concentration Flux | semestrielle |

Constats :

Le rapport du 11 mai 2023 relatif aux mesures réalisées le 4 avril 2023, et transmis à l'inspection, ne montre pas de dépassement des valeurs limites.

Les mesures ont révélé les valeurs suivantes :

COVNM : 9,49 mg/Nm³ et 20 g/h ;

Benzène : 0 mg/Nm³ et 0 g/h ;

Poussières : 2,39 mg/Nm³ et 5 g/h.

Les résultats de la campagne réalisée le 27 septembre 2022 ont été présentés. Les mesures n'avaient pas révélé de dépassement des valeurs limites d'émissions.

L'exploitant indique que les prochaines mesures seront réalisées le 23 novembre 2023.

Type de suites proposées : Sans suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Traitement terres polluées – retombées atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, articles 9.3.1.1 et 9.3.1.2

Thèmes : Risques chroniques, Air

Prescription contrôlée :

Article 9.3.1 - Surveillance de la qualité de l'air

9.3.1.1 L'exploitant surveille les émissions diffuses de Composés Organiques Volatils au travers d'une surveillance environnementale des concentrations en limite de propriété aux emplacements les plus exposés. Ces emplacements sont déterminés par une modélisation de dispersion atmosphérique tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Un état initial est réalisé avant l'entrée de déchets sur le site. Après cet état initial et la première admission de terres polluées, les mesures sont semestrielles.

Les paramètres de la surveillance sont :

- les Composés Organiques Volatils non Méthaniques (COVNM) exprimés en carbone total.
- le benzène (CAS 71-43-2)

Les résultats sont commentés au regard d'une valeur de référence de 2 µg/m³ de benzène.

Les résultats commentés de la surveillance sont transmis à l'inspection des installations classées, dès réception des résultats.

Au terme de trois années de surveillance, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un bilan commenté des résultats obtenus sur la période, avec des propositions sur la poursuite de la surveillance.

9.3.1.2 Des prélèvements et mesures trimestriels des retombées de poussières sont effectués aux emplacements repérés sur le plan en pages 314/428 du dossier de demande d'autorisation.

Les résultats commentés de la surveillance sont transmis à l'inspection des installations classées, dès réception des résultats.

Au terme de trois années de surveillance, l'exploitant transmet, à l'inspection des installations classées, un bilan commenté des résultats obtenus sur la période avec des propositions sur la poursuite de la surveillance.

Constats :

Des mesures de COVNM dans l'environnement ont été réalisées, pour le 1^{er} semestre 2023, entre le 04 avril et le 11 avril 2023. La concentration maximale de benzène a été mesurée au point n°4, situé le plus au sud du site, à 1,9 µg/m³. La concentration la plus faible de benzène a été mesurée au point n°2, situé au niveau du bio-filtre, à 0,98 µg/m³.

Des mesures des retombées de poussières ont été réalisées en mars, avril et juillet 2023. La valeur de référence utilisée par l'exploitant est 350 mg/m²/j, valeur issue de la norme applicable outre-Rhin.

Les campagnes réalisées en 2023 n'ont pas révélé de dépassement de cette valeur de référence.

Un bilan triennal, commenté, sollicitant une adaptation des fréquences de surveillance de la qualité de l'air a été transmis par l'exploitant en juillet 2023. Cette demande n'a pas été acceptée en 2023. L'exploitant pourra réitérer sa demande courant 2024 sur la base de nouvelles analyses.

Type de suites proposées : Sans suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Points de rejets des effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 4.2.2

Thèmes : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au(x) point(s) de rejet suivants :

| | |
|----------------------|--|
| Point de rejet | N° 1 (eaux pluviales : zone imperméabilisée) |
| (...) | (...) |
| Nature des effluents | <ul style="list-style-type: none">• Bassin 1 (400 m³) : Eaux pluviales de la plateforme gravats et terres polluées• Bassin 2 (500 m³) : Eaux pluviales de la plateforme de gestion de déchets (DND et |

| | |
|---|---|
| | déchetterie professionnelle), de la toiture du hall et des voiries <ul style="list-style-type: none"> ◦ Eaux pluviales de la déchetterie professionnelle ◦ Eaux pluviales de la zone imperméabilisée dédiée au tri et au transit des déchets non dangereux |
| (...) | (...) |
| | |
| Point de rejet | N° 2 (eaux pluviales – toitures et voiries) |
| (...) | (...) |
| Nature des effluents | <ul style="list-style-type: none"> • eaux pluviales des toitures des bâtiments réception et administratifs • eaux pluviales des voiries et parking qui ne sont pas en contacts avec les déchets, • eaux pluviales de l'aire de distribution de carburant |
| (...) | (...) |
| | |
| Constats : Lors de la visite, l'exploitant indique qu'un seul point de rejet a été aménagé sur le site : il s'agit du point de rejet N°1. En effet, le point de rejet N°2 est lié au projet d'aménagement de la partie nord du site pour une autre entreprise, à savoir : la création de bureaux, de places de stationnement et d'une aire de distribution interne de carburant. Cette partie du projet n'a pas été réalisée. La partie nord du site, dont le sol n'est pas imperméabilisé, est actuellement utilisée pour le transit de produits minéraux et de déchets non dangereux inertes. | |
| Type de suites proposées : Sans suites | |
| Proposition de suites : Sans objet | |

N° 6 : Rejets eaux de ruissellements

| | |
|---|-------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 4.3.1 | |
| Thèmes : Risques chroniques, Eau | |
| Prescription contrôlée : Les teneurs en polluants des eaux de ruissellement sont inférieures ou égales aux valeurs limites suivantes: | |
| Débit de référence | Maximal :24,4 l/s |
| Paramètre | Concentration maximale (mg/l) |
| pH | Compris entre 5,5 et 8,5 |

| | |
|-------------------------------|------|
| MEST | 100 |
| DBO5 | 100 |
| DCO | 300 |
| Hydrocarbures totaux | 5 |
| nickel | 0,5 |
| zinc | 2 |
| Fer et aluminium | 5 |
| Composés organiques halogénés | 1 |
| plomb | 0,5 |
| cuivre | 0,5 |
| Chrome et composés chromés | 0,5 |
| HAP | 0,05 |
| PCB | 0,05 |
| Indices Phénols | 0,3 |
| Benzène | 1,5 |
| Toluène | 4 |
| Ethylbenzène | 1,5 |
| Xylènes | 1,5 |

Constats :
Les résultats sont déclarés dans l'application GIDAF.
Les prélèvements trimestriels de 2023 ont révélé un dépassement, en juin, des valeurs limites de DBO5 (460 mg(O2)/l pour 100 maximum autorisés) et DCO (491,5 mg(O2)/l pour 300 maximum autorisés). L'exploitant explique ces dépassements par la réalisation des prélèvements en période très sèche dans de l'eau stagnante. Les autres valeurs déclarées sont conformes.

Il est à noter que les valeurs déclarées dans GIDAF sont le résultat d'une moyenne pondérée des deux prélèvements réalisés à la sortie des décanteurs des deux bassins de rétentions.
Le respect des concentrations maximales autorisées est vérifié pour chaque échantillon.
En cas de dépassement de VLE pour l'un ou l'autre des échantillons, l'exploitant l'indique en commentaire dans GIDAF.

Type de suites proposées : Sans suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Hall de stockage

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 8.3.1 |
| Thèmes : Risques accidentels, Conditions de stockage |
| Prescription contrôlée : Article 8.3.1 – Dispositions constructives Le sol est étanche et incombustible. Le hall de stockage se compose de 10 alvéoles de stockage temporaire, la hauteur de stockage maximale, soit 3 m, est indiquée par un repère sur les murs. La largeur minimale des allées est de 2,5 m. |
| Constats : Aucun hall de stockage n'a été construit. Dans le projet initial, ce hall était prévu afin de réaliser les opérations de tri en lien avec la |

| |
|--|
| déchetterie professionnelle, dont l'activité n'est pas encore totalement opérationnelle. |
| Type de suites proposées : Sans suites |
| Proposition de suites : Sans objet |